

Recherches sociographiques



Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada, 1791-1840. Changements structuraux et crise*

Nicole Gagnon

Volume 19, numéro 3, 1978

Structures urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055811ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055811ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, N. (1978). Compte rendu de [Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada, 1791-1840. Changements structuraux et crise*]. *Recherches sociographiques*, 19(3), 408–411. <https://doi.org/10.7202/055811ar>

des citations sur chacun des membres de la famille ne débouche sur une étude de la structure familiale et de son évolution. Après avoir fermé ce Rumilly si semblable aux autres, que sait-on de son héros comme chef d'un mouvement et d'un parti politiques, que sait-on des cadres et des bases de ce parti, de la transformation de son idéologie, de l'influence du chef à cet égard ? Il est également intéressant de voir comment l'auteur, à partir d'une documentation plus abondante qui, de toute évidence, le rend souvent mal à l'aise, parvient quand même à perpétuer les anciennes thèses (celles que les perdants de 1837-1838 eux-mêmes avaient inventées) sur l'absence de préméditation des insurrections et sur la fuite de Papineau à Saint-Denis. Le spécialiste qui connaît les documents d'où l'auteur tire ses citations et ceux dont il n'est pas fait mention dans ce livre, ne peut pas trouver ce nouveau Papineau plus valable que le premier. Il est possible que le lecteur ordinaire mais averti puisse finalement trouver sa voie à côté de celle de l'auteur. Il existe cependant une clientèle pour ce genre d'histoire qui se rattache à une tradition qui n'est pas près de mourir.

Fernand OUELLET

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada, 1791-1840. Changements structureaux et crise*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, 541p.

Dix ans après l'*Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjonctures*, Fernand Ouellet nous offrait une seconde lecture de la période. Déjà le découpage chronologique et les sous-titres indiquent qu'il ne s'agira pas d'une version révisée du premier ouvrage. *Le Bas-Canada* est un livre tout différent, bien qu'il conserve les mêmes grandes lignes d'interprétation. En quelques phrases : L'avènement du capitalisme dans la société bas-canadienne exigeait l'adaptation des mentalités aux contraintes objectives de cette situation. « En attirant l'attention des milieux populaires sur l'*Anglophone*, les définisseurs du drame jettent un voile sur la cause principale du problème canadien-français : l'*Ancien Régime social*. L'idéalisation des institutions et de l'univers traditionnel encourage une réaction contre tout ajustement en profondeur aux impératifs du monde moderne. » (118) « [...] Le mouvement patriote se dégage d'abord comme un mouvement nationaliste au service des classes moyennes canadiennes-françaises qui aspirent au pouvoir et qui, avec une habileté consommée, canalisent à leur profit le mécontentement populaire. Ce mouvement, qui est à la fois social et politique, poursuit des objectifs qui sont finalement conservateurs. » (384) « La poussée révolutionnaire coïncide avec une crise économique qui [...] à [certains] égards en constitue le tissu. » (422) Bref, le mouvement patriote fut une lutte des classes moyennes contre le progrès capitaliste, que la crise économique, réduisant à la misère les couches populaires, a fait éclater en mouvement révolutionnaire.

D'un point de départ jugé arbitraire mais retenu en fonction de la tradition historiographique, l'*Histoire économique* parcourait près d'un siècle pour s'achever avec la mutation structurelle peut-être la plus fondamentale de notre histoire : l'implantation du système capitaliste. Un thème en constituait la trame : les faits et gestes de l'économie marchande. De là l'objectif explicite de l'historien : « révéler le rythme de l'évolution » (35), et le moyen qu'il met en œuvre pour y parvenir : repérer les modifications de la conjoncture globale par l'analyse de séries statistiques. « Axée sur la conjoncture » (36), l'*Histoire économique* n'avait de sociale que fort peu de chose. Du point de vue de ce protagoniste privilégié, l'économie capitaliste marchande, les luttes politiques qui ont traditionnellement nourri notre mémoire collective apparaissaient comme la vaine agitation de groupes sociaux aux visages abstraits : « remarquable insensibilité de l'exploitant agricole face aux exigences du temps » (173) ; angoisse inutile des marchands qui, « comprenant le sens de cette évolution », désespèrent de voir se « réaliser un indispensable ajustement des

structures sociales aux structures économiques » (201); « réflexe de peur » (209) des professionnels canadiens (français) « face aux exigences d'une adaptation positive à une société individualiste et capitaliste » (211). Restait toutefois la démographie, seule force réelle avec laquelle doit compter l'économie, et surtout une économie basée au départ sur le blé, donc dépendant directement d'une population rurale qui constitue les trois quarts de la population totale. C'est par cette « attention spéciale [accordée] aux arrière-plans démographiques » que l'*Histoire économique* pouvait se présenter aussi comme sociale — beaucoup plus que par le diagnostic de « retard des mentalités » auquel sont ramenées les significations culturelles et les choix idéologiques sous-jacents aux luttes politiques.

Le Bas-Canada complète le second volet du diptyque. Cette fois les luttes politiques occupent le devant de la scène et le découpage retenu correspond au règne d'une structure politique, alors que les protagonistes ont un visage bien concret : Plessis, Bédard, Lartigue, Papineau, etc. Mais Ouellet, bien sûr, ne s'en tient pas à la surface politique des choses. Après la mise en place d'un cadre quantitatif et global (*HES*, XIII), c'est maintenant d'un essai d'histoire totale qu'il s'agit « car l'histoire sociale est de sa nature totale » (*Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, 34). Une histoire sociale donc, c'est-à-dire, dans la ligne de pensée de la sociologie dominante actuelle, une histoire des luttes de classes, qui s'attache essentiellement à la conscience de classe, aspect « le plus décisif » dans l'étude des classes sociales « une fois que les critères socio-économiques ont été rencontrés » (*ibid.*).

Ouellet n'a pas renoncé à la notion historiographique classique de *mentalité* pour lui substituer une de celles qui ont cours aujourd'hui dans diverses sociologies (valeurs, représentations, significations culturelles, déterminismes symboliques, imaginaire social), mais il a replongé dans l'implicite le thème, désormais irrecevable, du « retard » des mentalités. Surtout, il n'accorde aux mentalités qu'une place secondaire par rapport aux idéologies. Ce qu'il retient d'abord du concept, c'est la *perception d'une situation* comme aspect central du fait idéologique et facteur causal principal dans les motivations qui agitent les hommes.

L'utilisation de la notion de *perception* plutôt que celle de *représentation* renvoie à une conception assez primaire de l'idéologie. Alors que la notion de représentation implique une psychologie de type constructiviste, celle de perception réfère en effet à un mécanisme de type behavioriste et connote alors un concept d'idéologie-fausse-conscience ou reflet déformé du réel. La *représentation* d'une situation, dans la théorie des idéologies, désigne la constitution d'un espace symbolique manipulable, qui permet de choisir des significations et des moyens d'action. La *perception* réfère plutôt à la réaction subjective de la conscience à une réalité objective. Dans le cas des idéologies, cette réaction subjective produit une image de la réalité, faussée par l'interférence des intérêts de classe. Illustrons le fonctionnement de la notion dans le discours de Ouellet. (Je souligne.) « Le jour où une élite sociale aura pris conscience de cette réalité [l'infériorité économique des Canadiens français] qui dès lors lui *apparaîtra comme* le résultat d'une *injustice*, alors seulement une idéologie fondée sur le primat de l'ethnicité pourra s'épanouir. » (63) Et encore : « Le phénomène capital réside dans le fait que la bourgeoisie canadienne-française *perçoit* maintenant la situation *en terme de discrimination*. » (95) « La bourgeoisie d'affaires [...] a l'impression [...] que son statut économique et politique est menacé. » (96) « Mais quels étaient donc ces éléments révolutionnaires qui inspiraient tant de crainte au clergé, au gouverneur Craig et à son entourage? N'y a-t-il pas en tout cela un *défaut de perception*? » (108)

En cours de route cependant, Ouellet réajuste son concept. Reconnaisant que « les exigences de l'action sont à l'origine de [la] reconstruction idéologique » (334), il n'hésite pas à affirmer que « Papineau *ajuste sa perception* [...] aux exigences du conflit » (337) — ce qui revient à passer de la notion de perception à celle de représentation.

Outre le changement de perspective et l'utilisation de nouveaux outils conceptuels — de nouvelles sources également, noteront les historiens — *Le Bas-Canada* met en œuvre un mode différent de construction du récit historique. C'est ce que révèle la modification dans l'agen-

cement d'un des rares thèmes communs aux deux ouvrages : « les pressions démographiques ». Dans l'*Histoire économique*, la question est traitée dans la section III du chapitre 10 (1815-1823) sous le titre « La conjoncture démographique et la colonisation » et de nouveau au chapitre 12, consacré à l'agriculture (1823-1836), mais séparée cette fois en deux thèmes distincts : « le surpeuplement des seigneuries » et « la crise du régime seigneurial ». Dans *Le Bas-Canada*, cette question, regroupée en un chapitre unique, est articulée différemment : la conjoncture démographique et la colonisation constituent ici les sections I et III du chapitre, alors que les deux sections de l'ancien chapitre 12 sont regroupées pour former la section II. C'est que Ouellet est passé d'un découpage chronologique, où les différents niveaux de réalité sont regroupés en une argumentation linéaire, à un découpage structurel où ces niveaux sont hiérarchisés en une construction de type sociologique : démographie, institutions, politique. Ce qui entraîne une modification dans l'interprétation : logiquement, la question de l'immigration britannique est un phénomène démographique, qui doit alors être traité comme facteur objectif. Dans l'*Histoire économique*, qui n'était pas construite en niveaux de signification distincts, cette question pouvait être ramenée à celle des mentalités : « La situation eut été moins grave s'il n'y avait eu, pour exacerber la xénophobie et la réaction nationaliste, le déblocage de l'immigration. » (HES, 283.)

Le Papineau du *Bas-Canada* apparaît également sous un autre éclairage que celui du *Dictionnaire biographique* (rep. dans les *Éléments d'histoire sociale...*). Il est moins le héros à démythifier que le leader politique porteur d'intérêts de classes et coupable d'erreurs de jugement. Sans s'attarder à débrouiller la « personnalité complexe » de l'homme, à retracer le « cheminement douloureux » d'un « éternel insatisfait », à dénoncer le profond conservatisme de sa pensée et à mettre en évidence les contradictions de son idéologie, Ouellet ne cherche ici qu'à rendre compte de ses stratégies. Par son intransigeance d'abord, Papineau « ferme la voie à une évolution sans soubresauts vers le gouvernement responsable » (344). Et son projet politique est en fait proprement suicidaire, tant du point de vue collectif que du point de vue des intérêts de classes : « L'indépendance, en brisant les deux secteurs les plus dynamiques de l'économie : le commerce du bois et le trafic des céréales avec l'Ouest, aurait enraciné le sous-développement pendant plusieurs décennies et renforcé les seigneurs et le clergé. » (485) C'est que, quelles qu'aient été les intentions et les objectifs explicités par le chef patriote, « en réalité », il n'a jamais eu qu'un seul véritable projet : « faire passer la totalité du pouvoir dans les mains des classes moyennes canadiennes-françaises » (347).

Papineau n'est rien d'autre qu'un phénomène de classe. Délaisant l'analyse psychologique, Ouellet transpose alors les significations du personnage sur le plan sociologique. La petitesse de l'homme fait place à la « vision simplifiée [...] de la société canadienne-française » (378) d'un petit bourgeois. Papineau n'est plus un être tiraillé, ce sont les valeurs différentes d'une « famille engagée dans un processus de promotion sociale » qui se tiraillent en lui (302), c'est son parti qui est « tiraillé entre des forces contraires » (329). L'adoption du point de vue sociologique entraîne également la modification de certaines interprétations particulières. Papineau ne fait plus que participer à son propre mythe : « cette représentation de lui-même par lui-même » (*Éléments...*, 326) est devenue une « création collective » (336). Et il n'a pas changé d'idéologie sous l'influence de Jefferson, il a intégré la démocratie américaine aux nouvelles exigences de sa lutte politique. Comparons les deux textes : « Après 1830, Papineau devient démocrate. Influencé par Thomas Jefferson et par la démocratie jacksonnienne, il voit dans l'Amérique du Nord le site naturel pour le développement d'une république de petits propriétaires. » (*Éléments...*, 328). « En quelques années, Papineau ajuste sa perception de la société canadienne-française aux exigences du conflit [...]; [il] accepte alors les idées à la mode parmi les démocrates jacksonniens. » (*B.C.*, 337-338.)

Autre aspect nouveau : *Le Bas-Canada* se termine dans l'histoire narrative. Ouellet n'en a pas pour autant renoncé à enraciner son récit dans un cadre quantitatif. Mais, malgré son respect quasi fétichiste pour la quantification, ce n'est peut-être pas sur ce plan qu'il peut se rallier le lecteur. Les tableaux statistiques qu'il fabrique manquent en général d'intelligibilité visuelle :

sources non identifiées, données de type différent mises sur le même pied, pourcentages non définis (horizontal, vertical, taux d'augmentation?). Ils sont souvent mal présentés: absence de titre (206), mauvais titrage (225) ou mauvaise disposition (*passim*). Ils sont parfois insignifiants ou même carrément erronés. Confondant les pourcentages horizontaux et verticaux, Ouellet nous présente, par exemple, en page 295, la distribution du vote anglophone et francophone selon la catégorie professionnelle; faute d'indiquer les effectifs totaux de ces catégories, le tableau n'a en l'occurrence aucun intérêt. Et d'un tableau titré « Vote selon l'occupation », Ouellet conclut: « Il semble bien que les Canadiens français les plus solidement établis sur le plan économique aient eu tendance à accorder leur vote au parti des marchands. » (351) Or, sans doute juste en soi, cette conclusion ne découle pas logiquement du tableau qui précède. Celui-ci présente le pourcentage de vote canadien-français pour le candidat anglophone, selon la catégorie professionnelle, de nouveau sans indiquer les effectifs de chaque catégorie. Pour fonder la conclusion, le tableau aurait dû présenter, non les pourcentages horizontaux mais les pourcentages verticaux: non la proportion d'hommes d'affaires parmi les canadiens-français qui ont voté pour Bagg, mais la proportion des hommes d'affaires canadiens-français qui ont voté pour Bagg, comparée à celle des autres catégories professionnelles.

Ouellet, en fait, s'encombre peu de précision démonstrative. Mal initié peut-être au b-a-ba de l'analyse multivariée, il semble tout aussi bien prendre ses aises avec les principes élémentaires de la critique historique. On a beau savoir que les journalistes de l'époque ne signaient habituellement pas leurs textes, les témoignages d'« observateurs » parfaitement anonymes ne nous semblent pas toujours une preuve très convaincante. Mais c'est tout à fait secondaire. L'intérêt essentiel du livre réside bien davantage dans l'art d'introduire une intelligibilité vivante dans la reconstruction du processus historique que dans le détail de la preuve positive. On pourra déplorer que cette compréhension totalisante ait sa source dans un parti pris fédéraliste et pro-capitaliste, fondé sur l'idéologie à saveur dix-neuviémiste du progrès; que, jaugés à cette aune, les hommes aux prises avec des déterminismes davantage symboliques qu'économiques apparaissent singulièrement rapetissés: nonobstant ce point de vue — mis en œuvre ici de façon beaucoup plus sereine qu'antérieurement — *Le Bas-Canada* est un récit tout à fait passionnant.

On peut difficilement, par contre, passer sous silence la qualité médiocre de l'édition. Les coquilles sont vraiment trop nombreuses, dans la conclusion en particulier. Et un éditeur soigneux n'aurait pas hésité à retoucher nombre de tableaux mal foutus; il aurait refusé, entre autres, une disposition aussi inélégante que celle de la page 255 (un minuscule tableau au centre d'une page blanche). Quelles qu'aient été les contraintes budgétaires ou l'impatience du lecteur, un grand livre devait recevoir meilleur traitement.

Nicole GAGNON

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Jean BOUTHILLETTE, *Le Canadien français et son double*, Montréal, L'Hexagone, 2^e éd. 1979, 97p.

Ce qui est singulier, c'est qu'on doive encore aujourd'hui annoncer cet ouvrage, paru en 1972. Au début de la présente année, L'Hexagone vient de le rééditer. Il avait fait dans nos lettres et dans la pensée québécoise l'entrée la plus discrète. Cette discrétion n'a pas cessé depuis. Assez peu de gens le connaissent et encore moins de personnes pourraient en citer quelque chose. C'est étonnant, car il s'agit probablement de l'essai le plus pénétrant, le plus concis et en même temps le plus dramatique qu'on ait jamais écrit sur l'aliénation psychologique (et politique) des Canadiens français. À peine quatre-vingts pages de texte bien aéré.